



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC
354.8
.M62

A 824,225

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817



ARTE SCIENTIA VERITAS

LETTRE

A

M. JULES LEMAITRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES AMIS DE LA PATRIE FRANÇAISE

PAR

PAUL MEYER

MEMBRE DE L'INSTITUT

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

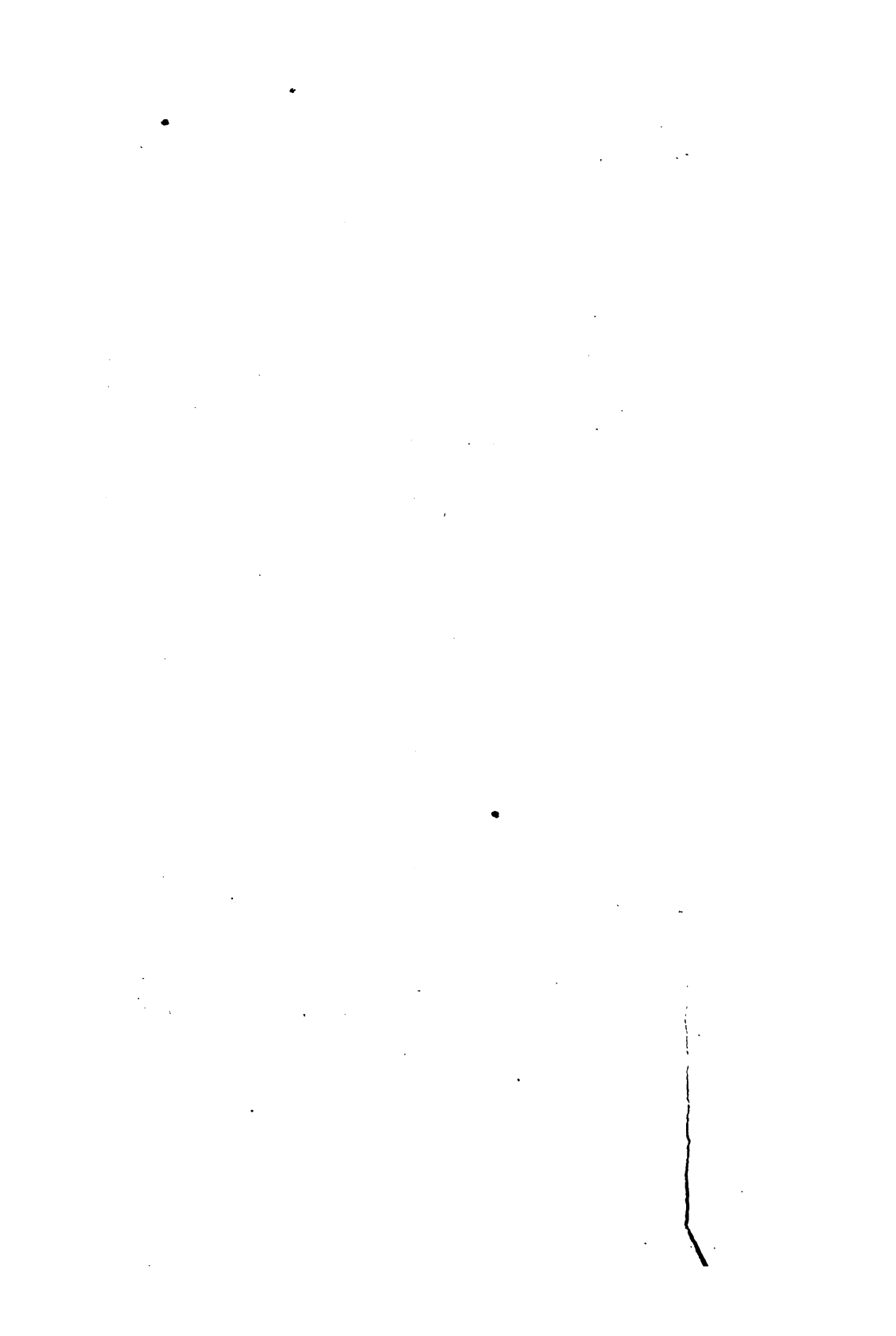
(Extrait du *Siècle*, 23 janvier 1899)

(51)

PARIS

IMPRIMERIE SPECIALE DU « SIÈCLE »

1899



Vuclire Coll.
7-18-212

DC
354.8
.M62

LETTRE

à

M. JULES LEMAITRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES AMIS DE LA PATRIE FRANÇAISE

~~~~~

Paris, 22 janvier 1899.

Monsieur et très honoré confrère,

La Ligue de la Patrie française, dont vous avez exposé avec éloquence les tendances et les idées dominantes, paraît avoir été fondée pour être l'antithèse de la Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, qui soutient en ce moment le mouvement revisionniste en faveur de Dreyfus, et pour « reconforter l'armée en montrant que tous les intellectuels n'étaient pas de l'autre côté ». Ce sont vos propres paroles : elles confirment ce que diverses manifestations qui ont précédé la vôtre permettaient de conjecturer. Il y avait bien la Ligue des Patriotes, mais celle-ci inspirait une certaine défiance. Sa composition, ses allures un peu bruyantes lui ont fait tort. Beaucoup d'hon-

nètes gens, qui veulent sincèrement travailler à l'amélioration de leur prochain, hésiteraient à s'enrôler dans l'Armée du Salut.

Vous avez recruté, à l'Académie française et ailleurs, un noyau d'hommes lettrés et estimés, autour desquels ne pouvaient manquer de se grouper de nombreux adhérents de plus humble condition, charmés de se trouver en aussi noble compagnie. L'intention première est louable, à quelques réserves près. Mais vous avez pris tout d'abord une attitude exclusive et agressive. Permettez à l'un de ceux qui sont, « de l'autre côté », et que vous n'accueilleriez pas parmi vous bien que votre titre et votre programme ne lui inspirent aucune répulsion, d'examiner certaines assertions de votre discours d'inauguration. Ce sera, diront certains, la réponse d'un intellectuel à un autre intellectuel. Mais, avant d'entrer dans la discussion, permettez-moi de protester avec vous contre l'emploi de ce « fâcheux et ridicule mot d'intellectuel », si malheureusement appliqué, dès l'origine du débat, à un certain nombre de personnes qui ne croyaient pas avoir droit à une dénomination spéciale par cela seul qu'elles avaient appliqué à un cas déterminé les règles de la critique. Il m'est agréable de me trouver, au début de cette lettre, d'accord avec vous pour repousser une appellation vague, d'autant plus difficile à définir qu'elle manque de tradition, et qui est, jusqu'à présent, d'un français douteux. Lorsque, dans la revision du Dictionnaire de l'usage, vous en serez à la lettre *I*, vous verrez que ce mot n'est encore officiellement qu'adjectif. Je compte sur vous pour lui faire refuser la qualité de substantif.

Aussi bien, vous avez trouvé, pour nous désigner, une autre dénomination qui, je l'imagine, répond mieux à vo-



tre pensée. Vous nous appelez des « particuliers ». Soit ! le nom importe peu. Voyons de quoi vous nous accusez. Je vous cite :

« Des particuliers se sont levés tumultueusement pour  
» déclarer que les membres de deux conseils de guerre  
» et cinq ministres de la guerre, qui ont certifié solennel-  
» lement la culpabilité de l'ex-capitaine, ont tous été des  
» gens de pauvre cervelle ou des gens sans conscience,  
» des imbéciles ou des scélérats. » (Je crois plutôt qu'on a  
dit que les membres des deux conseils de guerre avaient  
été induits en erreur par deux ou trois individus qui  
étaient en effet des imbéciles ou des scélérats. Mais pas-  
sons !)

« Ils ont édifié des hypothèses, apporté des affirmations  
» gratuites, et sur ces affirmations, sur ces hypothèses,  
» appuyé des raisonnements ingénieux, mais vains comme  
» elles. Ils ont accumulé des racontars, souvent contra-  
» dictoires, et des insultes. En réalité, ils nous somment  
» furieusement, depuis un an, de les croire sur parole,  
» ce à quoi, vraiment, rien ne nous oblige. Mais la preuve,  
» ce qui s'appelle une preuve — même la preuve de la  
» prétendue illégalité du premier procès — c'est ce qu'ils  
» n'ont pas apporté encore. »

Reprenons. Et d'abord les hypothèses. Il y a eu des hypothèses de part et d'autre, mais il me semble que les nôtres ont fait preuve d'une certaine solidité, tandis que celles de nos adversaires se sont évanouies en fumée. Le conseil de guerre de 1894 a condamné Dreyfus sur une simple hypothèse, à savoir que cet officier aurait écrit un

certain document connu sous le nom de « bordereau ». C'était bien une hypothèse, car l'écriture du bordereau est tout autre que celle de Dreyfus : on a donc supposé (et telle a été l'opinion de trois experts, dont M. Adolphe Bertillon, sur cinq) que Dreyfus avait déguisé son écriture en imitant celle de son frère, M. Mathieu Dreyfus (1). La valeur de cette hypothèse paraîtra assurément contestable si on considère que, lors du procès Esterhazy, trois autres experts sont arrivés à une conclusion très différente, conclusion, erronée selon moi, mais à tout prendre moins invraisemblable que l'autre, à savoir que le bordereau avait été écrit par Dreyfus imitant l'écriture d'Esterhazy. C'est cependant la première hypothèse, admise par le conseil de guerre de 1894 comme démontrée, qui a été la base de l'arrêt rendu contre le capitaine Dreyfus. Nous aussi, de notre côté, nous avons formé une hypothèse qui a du moins le mérite de la simplicité. Sept ou huit savants, dont trois professeurs de l'Ecole des Chartes, ont déclaré sans s'être concertés (cela, je l'affirme) que le bordereau avait été écrit par Esterhazy lui-même de son écriture naturelle. On ne leur a fait aucune objection, sinon que leur examen, ayant été fait sur un fac-similé et non sur l'original, avait une base fragile. Ils ont naturellement répliqué que, si le fac-similé était inexact (ce qu'ils ne croyaient pas), il était aisé de le prouver en produisant soit l'original même, soit une bonne photographie, et qu'en ce cas ils retireraient leurs affirmations. Mais on s'est bien gardé d'accéder à leur requête. Il me semble que, dans ce cas,

---

(1) L'un de ces experts, M. Charavay, vient de retirer à peu près complètement devant la Cour de cassation, l'opinion qu'il avait émise en 1894 devant le Conseil de guerre qui condamna Dreyfus (*Le Temps*, 2 février). Cette rétractation lui fait le plus grand honneur.

ce n'est pas nous qui avons demandé être crus sur parole, mais que c'est bien plutôt l'Etat-Major du ministère de la guerre qui, ayant affirmé, par l'organe d'un officier général, que le fac-similé sur lequel nous avions opéré n'était pas exact, s'est refusé à en donner la preuve (1). Du reste, tout cela est de l'histoire ancienne. Pour peu que vous vous soyez tenu au courant de certains faits qui ont été révélés en ces derniers temps, vous ne pouvez ignorer que notre opinion a reçu, depuis le procès Zola, diverses confirmations. Et M. Cavaignac lui-même paraît avoir fait bon marché du bordereau, puisque, dans le discours à jamais célèbre qu'il a fait afficher par toute la France, il n'en a soufflé mot. « Mais, me direz-vous, il y a d'autres preuves. » Lesquelles, je vous prie ? Les pièces secrètes ? Alors, vous y croyez ? — Les cinq ministres de la guerre... ? — Pardon, très honoré confrère : ce serait « croire sur parole, ce à quoi, vraiment, rien ne nous oblige », d'autant plus que l'un au moins de ces cinq ministres est un bien médiocre critique.

Nous avons formé une autre hypothèse, dont personne maintenant, pas même la Ligue des amis de la Patrie française, ne peut contester le bien fondé. Lorsque M. le général de Pellieux, à l'audience du 17 février, eut fait connaître en substance la prétendue lettre d'un attaché militaire étranger, connue actuellement sous le nom de « faux Henry », l'authenticité de ce document fut immédiatement contestée par le lieutenant-colonel Picquart, et son opinion, qui pouvait n'être alors qu'une hypothèse, fut

---


(1) Je suis présentement (2 février) en mesure d'affirmer que le fac-similé publié pour la première fois par le *Matin* en 1896 et mainte fois réimprimé depuis, est une représentation fidèle de l'original. Ceux qui l'ont nié ont dit le contraire de la vérité.

partagée par plusieurs des « particuliers » à qui vous voudriez bien fermer la bouche. Plus tard, au mois de juillet, M. Cavaignac produisit le texte même, conçu en un français bizarre, de ce document, après en avoir, disait-il, vérifié l'authenticité. Oh ! alors, il n'y eut plus de doute. Le colonel Picquart s'offrit à démontrer qu'il était de toute fausseté. Vous savez de quelle manière il fut réduit au silence. Ce fut une action basse et vilaine. Mais d'autres se chargèrent de fournir la preuve offerte par le colonel. M. Trarieux, dans une lettre écrite au nom de la Ligue des Droits de l'homme, mon collègue M. Giry, dans le *Siècle*, M. Jaurès, dans la *Petite République*, montrèrent que la pièce avec laquelle M. de Pellieux avait fait acquitter Esterhazy et condamner Zola, qui enfin avait valu un succès éphémère à M. Cavaignac, était un faux ridicule. C'était encore, si vous le voulez, une hypothèse. Mais l'hypothèse n'est pas interdite dans la science, et celle là était démontrée scientifiquement. Némésis s'abattit sur le pauvre ministre de la guerre, qui, peu de jours après ces démonstrations, était obligé de confesser que lui, et avec lui tout le haut Etat-Major du ministère, avait été la dupe d'un méprisable faussaire. Libre au général Mercier et à ses pareils de conserver leur estime à la mémoire du misérable qui fut la cause du trouble dont souffre le pays et que votre Ligue tend à accroître encore : *Non ragioniam di lor !* Mais à vous, Monsieur, qui avez le sentiment du ridicule, il n'est pas permis de dire que les revisionistes de la première heure ont « édifié des hypothèses, apporté des affirmations gratuites ».

Et c'est lorsque l'événement nous a donné si complètement raison que vous osez écrire ceci :

« Une autre excuse (!) de certains protestataires, c'est, » je crois, un très profond, mais assez naïf orgueil intellectuel. Ils ont goûté le plaisir de découvrir eux-mêmes, » pensaient-ils, par la « libre recherche », la vérité (et » une vérité insoupçonnée du vulgaire), et d'appliquer » leurs excellentes « méthodes scientifiques » à un cas qui » justement n'en comportait pas l'emploi (!), puisqu'ils » étalent réduits, comme nous, aux conjectures et aux » impressions. »

Je ne m'attendais pas, je l'avoue, à vous voir médire de la critique qui se fonde sur des impressions. Mais, en fait, la nôtre est fondée sur des documents. Le bordereau et le faux Henry sont des documents sur lesquels la critique peut opérer tout aussi bien que sur une charte ou sur une inscription. Pour que M. Cavaignac reconnût que le document auquel il s'était laissé prendre était un faux, il fallut qu'on lui montrât que les morceaux dont se composait la pièce en question étaient de deux papiers différents. C'était faire de la critique d'après les caractères extrinsèques, comme on dit en diplomatique. Mais ceux qui, avant lui, avaient démontré le faux étaient privés de ce moyen de vérification, puisqu'ils n'avaient pas l'original à leur disposition. Ils ont dû se fonder uniquement sur les caractères intrinsèques, et l'examen de ces caractères leur a suffi. Bien plus, l'un d'eux, M. Jaurès, avait pu établir que le faux avait été commis dans les bureaux mêmes du ministère de la guerre, ce qui s'est vérifié à la lettre. En vérité, Monsieur, s'il ne s'agissait pas d'une matière aussi grave et aussi triste, on serait tenté de rire lorsqu'on vous entend parler « des bonnes méthodes critiques *que nous*



*connaissions, n-nus aussi* ! En tout cas, vous ne les pratiquez guère.

Il y a d'autres sophismes non moins audacieux dans votre discours. « Le *pire*, dites-vous, c'est que la campagne » commencée contre l'arrêt de deux tribunaux militaires, » confirmé par cinq ministres de la guerre, soit devenue » une campagne forcenée contre l'institution militaire elle-même, une campagne contre l'armée. »

Le pis, dirai-je à mon tour, c'est que, par une abusive extension, on accuse de faire une campagne contre l'armée en général des hommes qui ont désigné nominativement les officiers qu'ils croient coupables, les uns de négligence, les autres de mauvaise foi. Ces officiers sont en petit nombre : cinq ou six peut-être, et deux d'entre eux, Henry et DuPaty de Clam, sont déjà hors de discussion. Ces quelques individus sont-ils les représentants attitrés de l'armée tout entière ? Et si l'armée, dans son ensemble et considérée comme institution nationale, est intangible, comme disent les Italiens, est-il interdit de demander qu'on en retranche quelques membres indignes ? Sans doute, j'en conviens, les anarchistes et une partie du groupe socialiste ont profité d'une occasion qui leur paraissait favorable pour renouveler contre l'armée, en tant qu'institution, des attaques qui datent de loin. Mais n'était-ce pas à prévoir, et pourquoi le ministère de la guerre, par son entêtement à soutenir une mauvaise cause, leur en a-t-il fourni l'occasion ? Lisez dans le *Procès Zola* (I, 534) la déposition de notre confrère M. Grimaux — qui fut, par suite, si durement et si injustement frappé — et vous verrez s'il est possible de parler de l'armée en termes

plus respectueux et plus sincèrement émus. Il faut laisser à la presse dite nationaliste, par antiphrase, ces vaines accusations. Que diriez-vous si je portais à votre compte l'opinion de M. Coppée disant naguère à un journaliste (*Eclair*, 3 janvier) : « Le bon sens du peuple ne considérera » jamais une innocence *obtenue à coups de millions* comme » le triomphe de la justice et de la vérité » ? Je vous sais trop sceptique pour ne pas reculer devant une pareille énormité. De même, faites-nous la grâce de ne pas attribuer à tous les revisionistes ce qui est le fait de quelques-uns.

Mais je ne crois pas porter contre vous une accusation injustifiée si je dis que les regrettables attaques contre l'armée en général, que vous avez le tort de nous imputer, ont leur parallèle exact dans l'injure que vous faites à la magistrature en plus d'un endroit de votre discours. Ne vous récriez pas ! Je sais bien que vous êtes à l'extrême droite de ceux qui mènent campagne contre la Cour de cassation et que vous réprouvez, en votre for intérieur, les ignobles accusations dont quelques-uns de vos alliés se sont faits l'écho. Mais êtes-vous bien sûr que votre modération naturelle n'ait pas été en défaut quand vous avez écrit que, si les revisionistes, trop exclusivement cantonnés dans la cause qu'ils soutiennent, « voulaient y regarder des » mêmes yeux, chaque jour leur apporterait un prétexte de » partir en guerre pour la justice contre les juges... Plût au » ciel que la culpabilité de tous ceux qui sont aujourd'hui » dans les prisons ou dans les bagnes parût seulement aussi » certaine que celle de leur client ! » S'il en est ainsi, Monsieur, la Ligue des Droits de l'homme aura plus à faire que celle dont vous êtes le président. Mais, ici, j'aime à croire que vous faites de la critique impressionniste.

Ce qui m'effraie, Monsieur, c'est moins votre langage, dont je ne m'exagère pas la portée, que l'attitude de votre auditoire. Si j'en juge par les rapports des journaux, l'une des parties les plus applaudies de votre discours est celle où vous avez opposé la justice militaire à la justice civile, donnant visiblement la préférence à la première. Je vois encore que, lorsque vous avez posé la question (question non moins oiseuse qu'impertinente) de savoir si la Ligue accepterait l'arrêt de la Cour de cassation, des voix nombreuses ont crié : « Non ! non ! » Encore une fois, je ne vous en rends pas responsable. Ces factieux forment la gauche de votre Ligue, où vous êtes plutôt placé à droite. Mais ils sont nombreux, et cela est profondément triste. Non que leurs vaines clameurs puissent empêcher la logique des faits d'aboutir à sa conclusion nécessaire. Il me semble entendre résonner à mes oreilles les paroles du chœur d'*Electre* : « Si je ne suis pas un » prophète dépourvu de raison, si je n'ai pas perdu le sens, » elle viendra la justice clairvoyante, portant en ses mains le » droit et la force ». Bientôt nous pourrions dire, avec le Psalmiste : *Veritas de terra orta est, et Justitia de cælo prospexit*. Mais l'aveuglement de tant de nos concitoyens et l'esprit de haine qui les anime sont bien faits pour inspirer de douloureuses pensées. Pour retrouver un état d'esprit aussi attristant, il me faut remonter dans mes souvenirs jusqu'au mois de juillet 1870. Alors, bien peu, parmi nous, étaient en état de mesurer la portée de la terrible partie dans laquelle nous allions nous engager. Alors aussi une presse ignorante et emportée poussait à une guerre dont elle était incapable de prévoir les conséquences, comme elle pousse actuellement au mépris de la justice et de ses représentants. Quelques-uns seulement, sachant l'al-



PHOTOMOUNT  
PAMPHLET BINDER

PAT. NO.  
877188

*Manufactured by*  
GAYLORD BROS. Inc.  
Syracuse, N. Y.  
Stockton, Calif.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02672 7415

BOUND

JAN 9 1950

UNIV. OF MICH.  
LIBRARY